

**Population et croissance spatiale : diagnostic et implications pour une
gestion urbaine de Bangui (République centrafricaine)**

Cyriaque-Rufin Nguimalet
Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et d'Études Géographiques
(LACCEG), Département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences
Humaines (Université de Bangui) – B. P. 1037, Bangui (RCA)
mel : cnguimalet@yahoo.fr

Paper presented to PRIPODE workshop on

Urban Population, Development and Environment Dynamics in Developing Countries

Jointly organized by CICRED, PERN and CIESIN

With support from the APHRC, Nairobi

11-13 June 2007

Nairobi, Kenya

Population et croissance spatiale : diagnostic et implications pour une gestion urbaine de Bangui (République centrafricaine)

Cyriaque-Rufin Nguimalet

Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et d'Etudes Géographiques (LACCEG), Département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines (Université de Bangui) – B. P. 1037, Bangui (RCA)
mel : cnguimalet@yahoo.fr

Résumé : La croissance démographique suscite l'extension spatiale en milieu urbain. Cela pose problème lorsque cette croissance spatiale n'est ordonnée ni canalisée par une politique d'urbanisation. Cette question est d'actualité à Bangui, capitale de la République centrafricaine, où l'anarchisme de l'occupation du sol y crée une ségrégation urbaine entre les quartiers (lotis et non-lotis) à cause de l'incapacité de l'administration locale à contrôler le territoire urbain. Celle-ci insinue un manque de cohérence dans la trame urbaine, avec comme corollaire une gestion urbaine difficile qui se traduit par une marginalisation des quartiers populaires ou non-lotis, i.e. n'ayant pas d'infrastructures urbaines, dans les processus de développement urbain. Ce travail analyse la composition actuelle du territoire urbain, colonisé surtout par des quartiers périphériques/populaires, selon une démarche diachronique. Le diagnostic réalisé établit en parallèle les effets induits de la croissance démographique et la non-maîtrise de l'espace urbain par les pouvoirs publics, avec des acteurs qui s'individualisent différemment dans les processus territoriaux. Les quartiers non-urbanisés se sont surtout installés dans des zones vulnérables (marécageuses et inondables) où manquent l'eau potable et les services d'assainissement de base. L'anarchisme dans les processus spatiaux semble « légalisé » par les pouvoirs publics n'ayant pas déployé d'efforts pour le résoudre. Ce travail suggère une recomposition appropriée des quartiers populaires en vue de leur intégration dans une dynamique urbaine globale, pour une nouvelle gouvernance du territoire urbain de Bangui.

Mots clés : Population, croissance spatiale, diagnostic, gestion urbaine

Population and spatial growth: diagnosis and implications for a urban management of Bangui (Central African Republic)

Summary: The demographic growth creates the spatial expansion in town. This in fact poses a problem when this spatial growth is neither authorized nor regulated by a urbanizing policy. This matter remains topical in Bangui, the capital city of Central African Republic, where anarchic occupation of soil creates in it a urban segregation between areas (alloted and non alloted) because of the inefficiency of the local administration on to control the urban territory. That one suggests a lack of consistency in the urban surroundings with as corollary, a difficult urban management that results in a marginalization of slums not alloted, for example those which lack of urban facilities in the rapid urban expanding process. This work aims at analyzing the present composition of urban territory especially colonized by outlying areas according to a diachronic approach. The diagnosis draws a parallel between the induced effects of the demographic growth and that of the non mastery of the authorities of the urban space, with agents that become differently more individual in the territorial process. These non urbanized areas settle into vulnerable zones (marshy and flooding) where drink water crucially lack and basic cleaning-up services too. Anarchism in the spatial process seems to be "legalized" by the authorities that do not make effort to solve it. This work suggests an appropriate reconstruction of these outlying areas with a view to their integration into a global urban dynamics, for a new management of the urban territory of Bangui.

Keywords: Population, spatial growth, diagnosis, urban management

1. Introduction

La ville de Bangui, capitale de la République centrafricaine, située à 4°22' Nord-18°36' Est, est riveraine du fleuve Oubangui. Né au pied des Rapides de l'Oubangui sur un bourrelet de berge sableux le 26 juin 1889, cet ancien poste militaire colonial s'est déplacé dans l'espace et dans le temps, en quête de terrains hors d'eau entre les Rapides et la confluence de la Mpoko en aval, avant de s'installer décidément en 1892 sur le promontoire rocheux où gît aujourd'hui l'hôtel Oubangui. Le site est coïncé entre les collines aux versants ouest escarpés à l'Est et l'Oubangui au Sud, et s'est progressivement développé vers l'Ouest, le Sud-Ouest et le Nord dans le secteur en plaine marécageux. La présence des Collines de Gbazabangui rompt la

continuité de la ville d'est en ouest, créant un bicéphalisme entre l'Est, avec les ensembles Ouango, Kassai et Gbangouma, et l'Ouest, avec la plaine marécageuse (Figure 1).

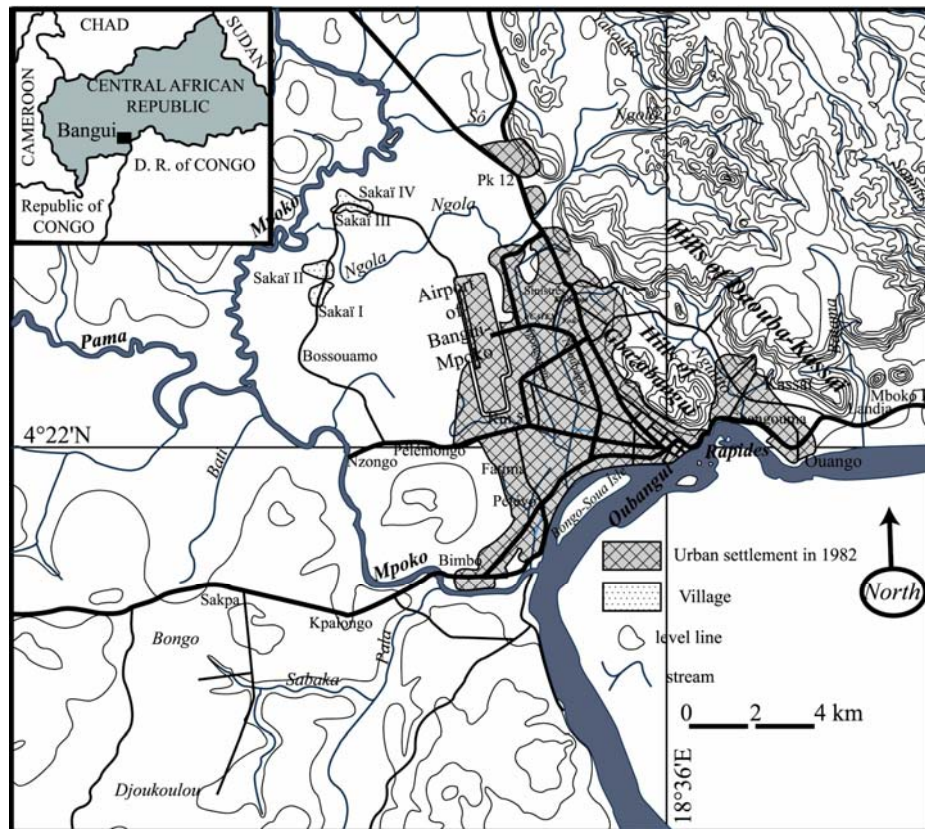


Figure 1. Localization of the zone of study (according to Nguimalet, to appear)

La proximité des cours ou points d'eau motive l'occupation humaine d'un espace, mais d'autres processus et facteurs s'agencent dans la modification des paysages, avec le croît démographique. Le processus d'évolution des localités ou villes en nombre d'habitants, en extension territoriale et en termes aussi de mode de vie, intègre l'urbanisation (George, 1996). Il découle d'une forte concentration de la population. En effet, l'urbanisation est l'une des manifestations humaines les plus marquantes du siècle dernier : dans les pays développés, environ 80% de la population habite dans des agglomérations « urbaines », alors que dans les pays en développement, le phénomène est en pleine explosion en raison de dynamismes démographiques et spatiaux (Nguimalet, 2004). Ce mouvement n'est pas linéaire ; il peut être marqué par des périodes d'accélération résultant de modifications dans le développement des sociétés humaines. Ainsi, l'urbanisation, tels un phénomène social et une transformation physique des paysages, est la plus puissante, irréversible et visible des transformations humaines sur la terre (Sánchez-Rodriguez et *al.*, 2005). L'urbanisation galopante dans le monde sera un des grands défis du bien-être humain et d'un cadre de vie sain (Redman et Jones, 2004). Elle entraîne dans les pays en développement un accroissement de la pauvreté, de la pollution, des maladies, une instabilité politique et une inégalité sociale. Ce contexte témoigne d'une difficile relation entre croissance démographique et extension spatiale à Bangui, car elle pose une question d'occupation irrationnelle du territoire urbain qui gêne une extension agréable de la ville. En effet, des quartiers urbanisés (ou lotis¹) et des quartiers non-urbanisés (ou non-lotis) alternent à Bangui selon les modes d'occupation du sol urbain, qui les

¹ Les **quartiers lotis** sont des quartiers viabilisés et dotés d'infrastructures urbaines ; les **quartiers non-lotis** sont issus de l'occupation anarchique du sol et privés d'infrastructures urbaines (réseau d'eau, canalisations, électricité, téléphone etc.).

opposent et insinuent une ségrégation urbaine vis-à-vis des infrastructures. Les quartiers non-urbanisés illustrent une occupation spatiale désordonnée (habitat spontané, zones de cultures péri-urbaines, zones marécageuses et inondables) où les infrastructures urbaines manquent. Dimanche-Gotoas (1994) définit les quartiers périphériques ou populaires comme « de véritables réceptacles ethno-claniques. Les populations y reconstituent une civilisation rurale dans l'enceinte même du périmètre urbain ». Ils sont le nœud de cette identification des contraintes à leur essor et donc à celui de toute la ville, car le diagnostic de territoire apporte des éléments de réflexion pour l'action, caractérise non seulement les potentialités du territoire, mais aussi la mobilisation des acteurs (Lardon et *al.*, 2005 ; Lardon et Piveteau, 2005). Dans cette étude, un examen des effets combinés de la croissance démographique et spatiale anarchique suggère de rendre compte de l'incohérence du tissu urbain et des difficultés d'une gestion urbaine efficace de Bangui, regorgeant un bon nombre de quartiers périphériques. Ces difficultés de gestion résultent de l'incapacité de l'administration locale à contrôler le territoire à sa charge, car elle doit imposer des règles valables pour tous, condition nécessaire pour entreprendre des actions ayant en vue l'aménagement de la ville, (Piermay, 1981). L'anarchisme de l'occupation du sol soumet en outre les quartiers populaires à des formes de vulnérabilité d'ordres physique (inondations urbaines) et socio-économique (absence d'eau potable et des services d'assainissement, zones de cultures péri-urbaines etc.). Ainsi, le sujet abordé relie l'extension des espaces urbanisés (occupation du sol, consommation d'espace) et l'urbanisation des modes de vie (avantages associés à la ville, formes d'urbanité). Pour cela, Dimanche-Gotoas (1994) souligne que le passage d'une organisation sociale reposée sur un mode de vie rural à celle basée sur le mode de vie urbain, tel qu'à Bangui, soulève un certain nombre d'interrogations au plan sociologique. Le travail insistera sur l'essor des quartiers populaires comme un frein à une dynamique spatiale cohérente, les diagnostique, et entrevoit une piste à leur intégration dans une dynamique urbaine globale.

2. Croît démographique et problématique de l'extension spatiale anarchique de Bangui

A sa fondation en 1889, une faiblesse de l'effectif de la population a été notable (12 auxiliaires militaires), puis il a atteint 22.400 habitants en 1939. Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, plusieurs raisons expliquent le croît démographique : migrations intérieures, travail salarié, habitat concentré, structures nouvelles etc. De 1946 à 1960 (Indépendance du pays), l'effectif de la population banguissoise est passé de 39.800 habitants à 80.000 habitants. Les recensements de 1975 et de 1988 ont dénombré respectivement 279.792 habitants et 451.690 habitants. En 2003, la population est constituée de 622.771 habitants (Figure 2). Cette augmentation de la population a eu une incidence sur l'extension spatiale dans le temps (Figure 3) : d'une superficie successive de 2.12 km² en 1912, puis de 6.42 km² en 1945, l'espace urbain a atteint 22.56 km² en 1960, 63 km² en 1990 (Nguimalet, 2004) et 67 km² en 2003 (BCR, 2005) ; l'agglomération urbaine a couvert une superficie de 92.50 km² en 2002 (Nguimalet et *al.*, 2005). Il en résulte que la ville de Bangui d'après sa limite actuelle, définie en 1971, n'a que faiblement cru entre 1990 et 2003, soit de 4 km² seulement et que les espaces libres (ou vacants) dans la ville ou dans les parcelles d'habitation ont servi à une concentration de la population dans ladite période. Cette extension spatiale ne s'est fondée sur une rationalisation de l'occupation du sol. En effet, dès les années 1936, l'administration de l'époque faisait reculer les quartiers autochtones dans un périmètre de 5 km dans des espaces vides (marécageux, inondables ou autres) i.e. des zones *non-aedificandi*, sans que l'occupation du sol soit planifiée, pour étendre le centre administratif et commercial (Nguimalet, 2004). Au-delà, l'administration voulait contrôler l'affluence de la population due à l'exode rural (Villien, 1987). Ce mode d'occupation du sol spontané a été perpétué

depuis par la population, avec la « caution » des pouvoirs publics, vu que préalablement leur n'étaient pas exigées certaines normes avant de s'établir nulle part. Même si des schémas d'urbanisme ou plans d'aménagement de Bangui existaient, ils n'ont pas été véritablement appliqués par les pouvoirs publics pour ordonner la conquête urbaine. Ceci se traduisait dès lors par une implantation spontanée des quartiers ou de l'habitat, et donc une sorte de « légalisation » par les pouvoirs publics de l'occupation anarchique de l'espace.

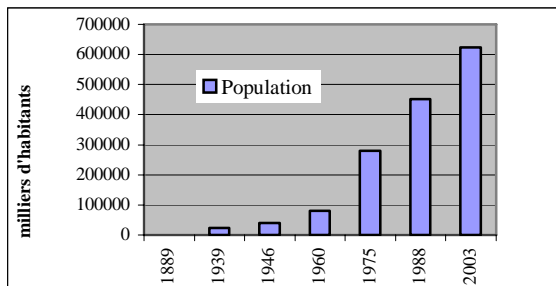


Figure 2. Evolution de la population de la ville Bangui (1889-2003)

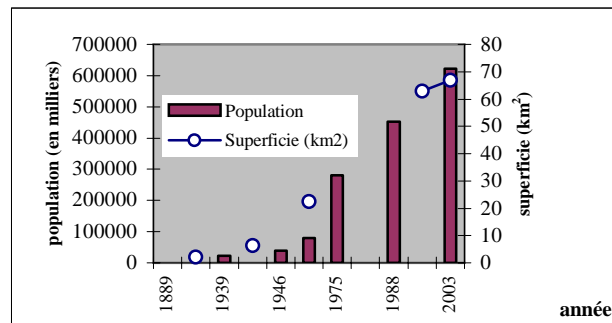


Figure 3. Evolution de la population et de la superficie de Bangui (1889-2003)

On peut penser qu'elle a été à l'origine de l'altération de la ressource hydrique par exemple pour cause de l'absence des infrastructures urbaines (absence d'adduction en eau potable, déficience de drainage des eaux pluviales et usées, usage dominant des sanitaires inadéquats, forte consommation d'eau de puits traditionnel...), lesquelles devraient rationaliser les rejets urbains susceptibles de polluer la nappe phréatique superficielle extraite par les puits traditionnels. Malgré tout, l'essentiel de la question de la maîtrise du territoire urbain est décryptée par Piermay (1981) : « Il semble que les autorités coloniales, puis les Gouvernements soient responsables : d'abord non conscients de la nécessité de l'aménagement, ils ont été par la suite incapables de l'organiser... ». Dimanche-Gotoas (1994) a lui aussi vu la question quasiment sous le même angle : « L'administration coloniale se montra résolument ferme en appliquant une politique urbaine fondée sur la ségrégation socio-spatiale. Celle-ci a débouché sur les déséquilibres dans l'aménagement urbain avec toutes les conséquences tant au niveau des équipements collectifs, des infrastructures sociales des services de base : eau, électricité, transport etc. ».

3. Méthodologie de l'étude

Une analyse diachronique de la ville de Bangui a permis de suivre l'hiatus qui a caractérisé l'extension spatiale et le développement urbains dans le temps (1946-2002), en parallèle avec la croissance démographique. Elle considère les informations ou données recueillies sur des plans, cartes, photographies aériennes (1946, 1960, 1982 et 2002) et images satellitales (1986, 1988 et 2000), lesquels ont archivé les différents clichés de la dynamique spatio-temporelle urbaine (1889-2002). Notre démarche a d'abord consisté à adapter la limite urbaine actuelle définie par le schéma d'urbanisme de 1971, qui est devenu obsolète aujourd'hui, et celle des arrondissements², à tous les documents photographiques levés avant cette date. Ceci offre l'avantage de donner un même cadre et une seule base d'appréciation des informations dans le temps, notamment l'expansion des quartiers populaires, et de distinguer l'extension spatiale dans l'espace urbain et celle intégrant l'agglomération de Bangui ; le but est de réviser les chiffres de la superficie de Bangui qui ne paraissent pas cohérentes dans la littérature (Figure

² C'est une entité administration tenant lieu de *commune* qui comprend elle-même des groupements et des quartiers. Les limites des arrondissements s'appuient essentiellement sur les principaux axes routiers de la ville.

3). Elle a permis ensuite de décrire par période (1946, 1960, 1982, 1988 et 2002) les affectations successives des espaces vides et habités en vue de leur caractérisation dans le territoire urbain et sa perspective de gestion. Egalement, elle a conduit à rendre compte des modes d'usage dominants de l'espace urbain à travers les époques successives : quels ont été les indicateurs de l'occupation rationnelle et/ou anarchique de l'espace ? Quels ont été ceux déterminant l'occupation spatiale désordonnée, à l'origine des quartiers populaires ? Cette approche a contribué en outre à évaluer les efforts relatifs d'équipements de la ville en infrastructures et des formes d'aménagements ou d'occupation du sol réalisés relativement à la croissance spatio-démographique. Les effets de cette recomposition ont été ou sont-elles visibles dans l'organisation actuelle de la trame et de la gestion urbaines ? Au-delà, elle a canalisé le diagnostic du territoire urbain, avec un nombre élevé de quartiers périphériques, où les pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les populations, qui étaient les principaux acteurs, interagissaient essentiellement. Il y sera question de comprendre comment les acteurs ont-ils approprié l'espace urbain.

Les contraintes à une gestion urbaine efficace des quartiers urbains ont été analysées selon les niveaux d'équipements actuels des groupes de quartiers (lotis et non-lotis), et les possibilités d'une nouvelle gouvernance³ de la ville relative à une intégration des quartiers périphériques dans un cadre global de développement urbain.

4. Les formes de croissance spatiale de la ville de Bangui

Les morphologies urbaines acquises dans le temps : 1946 (Figure 4), 1960 (Figure 4), 1982 (Figure 5), 1988 (Figure 5) et 2002 (Figure 6), fournissent les preuves de la croissance spatiale, et intègrent à la fois le rationalisme et l'anarchisme qui ont guidé et entretiennent la colonisation du sol à l'intérieur et sur les périphéries de la ville de Bangui. Les périodes les plus marquantes de ces transformations du territoire urbain se signalent en 1946-1960 (Figure 4), avec une extension de 16,08 km², et en 1961-1982 où 51,13 km² d'espace ont été conquis, à cause non seulement du croît démographique, mais aussi de la pression foncière (Tableau I). Ces chiffres distinguent la part du périmètre urbain et celle de l'agglomération. La période 1983-2002 n'a pas connu la même vitesse de croissance des périodes antérieures en raison de la rareté des espaces à acquérir et des nouvelles formes de conquête du sol dans l'espace urbain. C'est durant cette période récente que les terrains vides insalubres, marécageux ou inondables, les anciennes carrières de latérite, et les terrains ou espaces vacants dans les cours d'habitation ont été irrationnellement occupés par l'habitat. Cette forte occupation anarchique démontre la non-maîtrise de la croissance spatiale par les pouvoirs publics, les collectivités locales et les gestionnaires.

Tableau 1 : Caractéristiques de la croissance spatiale à Bangui (1912-2002)

| | Superficie totale (km ²) | | Croissance inter-période | |
|-------------|--------------------------------------|--------------|--------------------------|--|
| | Agglomération | Zone urbaine | Période considérée | Croissance spatiale par période (km ²) |
| 1912 | 2,12 | - | 1889-1912 | 0 |
| 1946 | 12,508 | 11,55 | 1913-1946 | 7,42 |
| 1960 | 21,240 | 20,685 | 1947-1960 | 16,08 |
| 1982 | 76,75 | 42,299 | 1961-1982 | 51,13 |
| 1986 | 89,039 | 50,847 | 1983-1986 | 12,28 |
| 1988 | 51,725 | 41,555 | | |
| 2000 | 90,83 | 51,285 | 1987-2000 | 1,8 |
| 2002 | 92,50 | 58,70 | 2001-2002 | - |

³ La **gouvernance** est définie comme un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts propres discutés et définis collectivement (Cosandey et al., 2003).

En 1946, hormis le centre-ville et le Camp Kassai, à l'est des collines de Gbazabangui, qui ont été urbanisés d'après le plan Dumas de 1930, et le quartier Lakouanga pas véritablement, le reste de l'habitat était anarchique et longeait les principaux axes routiers (n° 37 et 38, route de Bimbo et route de Damara). Les quartiers périphériques étaient Assana, Ngouciment, Magoumbala, Bafio, Mandaba, Ngarsoyé et les villages des Ndris. Par contre en 1960 (Figure 4), les travaux d'assainissement et d'aménagement entrepris au début des années 1950 ont transformé les paysages urbains. Des quartiers modernes et résidentiels ont prolongé le centre-ville : Batignolles, Lakouanga, Sica I et Assana. D'autres étaient apparus relativement isolés du centre urbain : la Cité Christophe, Sica II et III, et le Camp des Castors. Puis, l'ensemble du Km 5 et ses environs ont été desservis en voirie, de même qu'en partie respectivement les quartiers Malimaka et Boy-Rabé. Vers l'est de la ville, les quartiers périphériques dominent le long des routes (Ngaragba, Ouango), à l'exception de la Maison d'arrêt de Ngaragba, de l'Eglise St-Paul et des Collèges des Rapides et de Pie XII, et de l'Ambassade de France.

D'après IGN (1972), l'extension anarchique s'est amplifiée vers le Nord (quartiers Galabadja, Fou, Lipia et Gobongo) et l'Ouest (quartiers Bouca, Ndangué, Ngbéguéwé, Kolongo) de la ville, surtout avec l'inauguration de l'aéroport International de Bangui-Mpoko en 1967 et l'implantation de l'usine textile UCCA, ICAT, puis UCATEX, définitivement fermée en 1993. D'autres quartiers sont nés au centre de Bangui : Sara, Basse-Kotto et Ngouciment, et vers le SO : Béa-Rex, Bacongo, Kpéténé, Langbassi ; à l'est, le quartier Ngatoua est apparu. Le reste des quartiers s'est aussi renforcé dans la même période. Cependant, de nouveaux quartiers ont aussi vu le jour : 36 villas et Benz-Vi après le transfert de l'ancienne aviation ; Cité de Fatima et les 92 logements dans le SO. Au-delà, les anciens quartiers urbanisés se sont développés. La voirie s'est aussi améliorée dans les quartiers Mamadou-Mbaïki, Sénégalais, Mustapha, Malimaka, Ndangué, Ngbéguéwé et Boy-Rabé. Les vides et zones marécageuses ont connu une colonisation significative au cœur de la ville entre Ngouciment, Mustapha et Basse-Kotto ; il en est de même avec la progression des quartiers Kpéténé, Bacongo et Langbassi dans le SO, dont le front était le quartier Pétévo. La zone marécageuse bordant l'Oubangui, destinée à l'implantation industrielle, n'est que faiblement occupée.

Entre 1982 et 1988 (Figure 5), la nuance dans l'extension territoriale est difficile à percevoir et s'est traduite en 1988 par une légère colonisation des espaces vacants et surtout par la densification de certains quartiers populaires (Kolongo, Bangui-Mpoko, Combattant, Damala, Boeing, Kpéténé, Béa-réx, Miskine, Fou, Boy-Rabé, Bafio et Gobongo) par rapport en 1982. L'extension extra-périmètre urbain commençait à s'accroître au nord, à l'ouest et au SO de la ville. Egalement en 1988, des travaux de voirie de type « lotissement à grande maille » ont changé quelque peu la physionomie de certains quartiers populaires (Combattant, Bangui-Mpoko etc.).

En 2002 (Figure 6), l'extension urbaine est plus importante en dehors du périmètre de la ville, particulièrement au SO, à l'ouest, au NO et au nord. La tendance s'est amorcée en 1988 et est en train de se traduire par l'engloutissement par l'habitat de l'aéroport international de Bangui-Mpoko. Une frange d'extension extra-urbaine s'observe à l'est de Bangui, vers Ouango, Kassai et Gbangouma. En 2002, l'extension de l'agglomération fait sensiblement le double de celle dans le périmètre urbain.

5. Schémas d'urbanisme et légalisation de l'anachronisme de la conquête du sol

Depuis 1889, de nombreux plans et schémas directeurs d'urbanisme ont guidé la croissance de la ville de Bangui. Le premier plan d'aménagement du site a été conçu en 1892 et visait à installer le poste militaire sur le flanc des collines pour éviter les inondations répétées de l'Oubangui (Villien, 1987). Mais le véritable premier plan d'urbanisme serait celui dressé en février-mars 1930 par le géomètre Dumas (Boulvert, 1989a et b). En fait, les premiers

aménagements de la ville ont débuté par le développement des infrastructures urbaines, matérialisé par l'ouverture de voies peu nombreuses en 1908. Des routes ont été construites en 1912 (l'année où le poste est devenu *Commune*) pour relier le centre-ville aux « quartiers indigènes » dont les accès étaient difficiles du fait d'une végétation dense. Ces travaux de voirie ont été amplifiés en 1920, car l'urgence était de faciliter la circulation des premières automobiles et motocyclettes.

En 1946, la structure urbaine comprend le centre-ville et les quartiers indigènes de l'Ouest, sous-équipés et d'occupation anarchique ; les deux ensembles sont séparés par des espaces non-bâties, mais reliés par des grandes artères. Par la suite, un plan d'organisation de Bangui a été proposé par Fanny Joly, une urbaniste, en 1948 et avait un caractère radio-concentrique (Lemotomo, 1977). Le but de ce plan était surtout de : (i) regrouper le plus près possible du noyau urbain la population active travaillant soit dans l'administration et les services, soit dans le commerce et l'industrie ; (ii) organiser, dans le cadre régional, l'habitat des populations à vocation agricole autour de leurs activités rénovées et développées. Celui-ci n'a été observé dans ses grandes lignes que de par le premier objectif. Analysant à son tour l'organisation spatiale de Bangui, Dresch (1948) remarquait que les quartiers ont été hâtivement installés : quartier commercial, quartier industriel (Figure 5)... sans aucune prévision de quartier résidentiel. La ville européenne faisait tache d'huile causant la *nomadisation* des quartiers autochtones depuis cinq ans. Cet auteur a par ailleurs suggéré l'urgence des travaux d'assainissement des terrains marécageux (remblaiement du sol et plantation d'arbres appropriés, *eucalyptus*) avant l'exécution d'un plan d'urbanisme. Par ailleurs, Depret (1967) a proposé un plan d'urbanisme dont le nœud est la création d'un axe transversal Est-Ouest ou « axe triomphal », le renforcement du point de rencontre de celui-ci et l'ancienne piste d'aviation (Figure 5), laquelle sera prolongée et transformée en avenue de très grande importance : l'actuelle Avenue des Martyrs, reliant l'Aéroport de Bangui-Mpoko à l'Université de Bangui. Validé en 1971, ce plan ne contient pas de propositions précises tant temporellement que spatialement, et ne se limite qu'à un découpage systématique de la ville de Bangui en zones diverses sans liens évidents, selon Lemotomo (1977). Cet auteur pense que c'est un plan intemporel comme tous les précédents. La hiérarchie de la voirie n'est pas certaine, sa géométrie et l'orientation des voies étant arbitraires. Ce document manque en effet de précision pour l'élaboration des plans de détails, et ne fournit pas d'indications précises concernant les bâtiments.

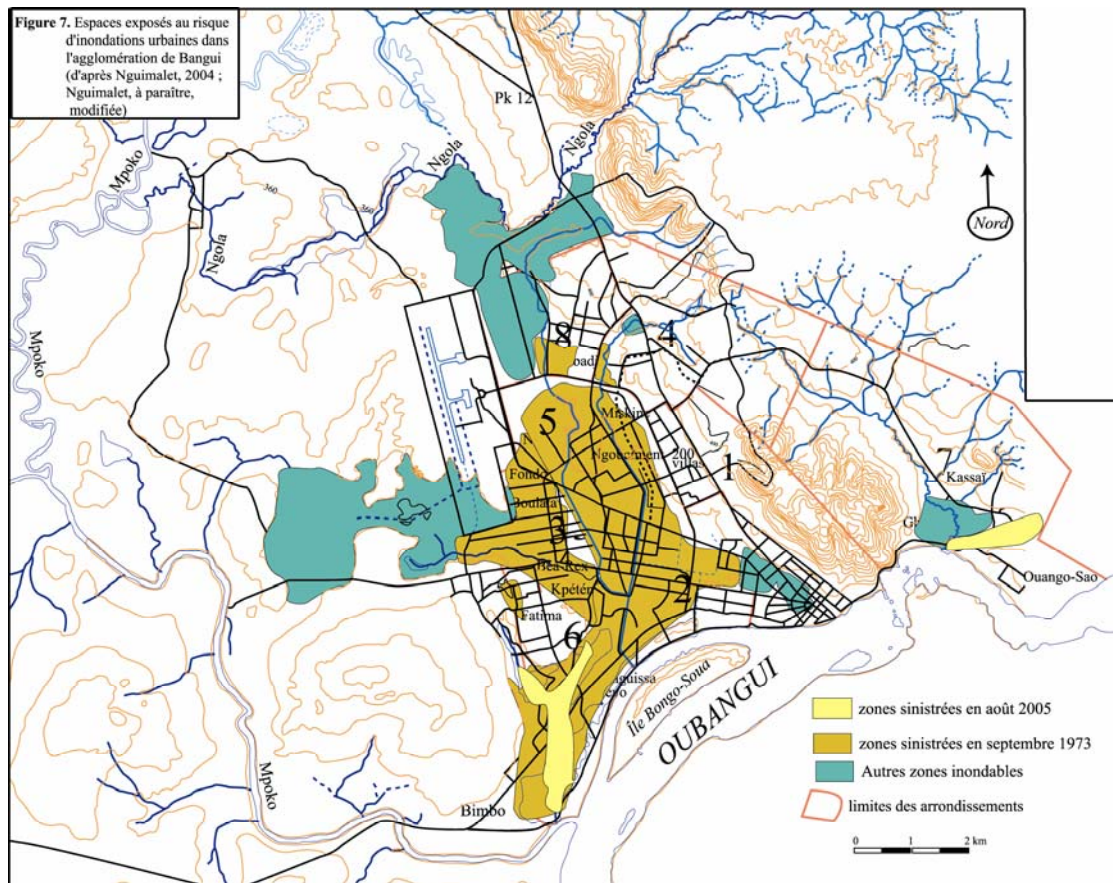
De ce qui précède, il apparaît que les Plans Dumas de 1930 et F. Joly de 1948, et le schéma d'urbanisme de 1971, qui est issu du plan Depret (1967) partiellement appliqué, ont déterminé et orienté essentiellement la physionomie actuelle de la ville de Bangui. S'y relève un anachronisme de la question de la maîtrise de l'espace urbain depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Celui-ci s'appréhende par la persistance du mode d'occupation spontanée du sol, induisant une concentration d'habitat et de personnes sur un espace donné sans aucune règle précise. En conséquence, est démontrée l'inertie des pouvoirs publics de tout temps (administration coloniale et actuelle) qui n'ont pu résoudre l'occupation anarchique du sol, ayant accouché les quartiers périphériques ; d'ailleurs, cette tendance a été considérée dans le plan F. Joly. Cela signifie qu'ils valident tacitement l'urbanisation « sauvage », sans véritablement intégrer ces groupes de quartiers qui en sont issus dans les nouveaux plans de développement de la ville. En effet, les pouvoirs publics n'ont pas considéré l'aménagement foncier pour l'habitat du plus grand nombre comme un objectif prioritaire. Ceci aurait permis de prévenir les suites de l'urbanisation de Bangui avec l'appui des sociétés concessionnaires de services marchands⁴ (SODECA, ENERCA, SOCATEL etc.) et des collectivités locales

⁴ SODECA : Société de Distribution d'Eau en Centrafrique ; ENERCA : Energie Centrafricaine ; SOCATEL : Société Centrafricaine des Télécommunications.

(voirie, assainissement), aussi bien pour le lancement de nouveaux travaux que pour l'entretien et le renforcement des réseaux existants (Nguimalet, 2004). Une telle attitude engendre des conséquences évidentes sur l'évolution de la population.

6. Effets de l'anachronisme de l'occupation du sol dans la trame urbaine et sur la vulnérabilité des quartiers populaires aux risques liés à l'eau

La trame urbaine actuelle de Bangui est incohérente du fait qu'y alternent des quartiers non-lotis ou populaires, en majorité implantés (67% de l'aire urbaine), et des quartiers lotis ou dotés d'infrastructures (réseau d'eau, de drainage des eaux pluviales, électricité etc.). Les carences des aménagements à l'échelle urbaine, et particulièrement dans les quartiers à développement spontané, qui constitueraient les deux tiers de l'espace urbain avec 44,6 km², en sont la cause. L'absence d'infrastructures urbaines n'a fait que marginaliser davantage les quartiers périphériques et retarder leur intégration dans un processus global de développement urbain. Ceci entraîne que lesdits quartiers, possédant les plus fortes densités de population urbaine (plus de 200 habitants.km⁻²), font face à de nombreux problèmes : inondations dues au ruissellement pluvial, faible accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base (évacuation des déchets domestiques et excréta humains), drainage des eaux pluviales, voirie et transports etc. En effet, le site de Bangui est essentiellement marécageux et inondable, notamment le secteur en plaine où s'est développée la ville vers l'Ouest, le SO et le NO (Nguimalet, 2004). Ces terrains hydromorphes ne sont constructibles que lorsque des aménagements appropriés s'y sont appliqués. Or à défaut d'une planification urbaine, des habitations sont anarchiquement construites dans ces zones fragiles ou soumises aux invasions de l'eau, et dramatisent ainsi la question y relative (Figure 7). Dans ces quartiers, les toitures des maisons, faites essentiellement en tôles d'aluminium, se comportent comme des surfaces contributives « imperméables » face au transfert des eaux pluviales, lesquelles n'ont le temps suffisant d'infiltration à cause non seulement de la violence des abats pluviométriques mais aussi de la rapidité de concentration des eaux en ruissellement. Ceci entraîne que dans ces zones basses, n'ayant pas d'exutoire, le ruissellement pluvial y engendre souvent des inondations le long des rares collecteurs d'eaux pluviales ou dans les quartiers concernés (Nguimalet, à paraître). Ces collecteurs ont la contenance des chenaux réduite par les rejets non-contrôlés des ordures ménagères, contribuant de ce fait à la récurrence des inondations urbaines à Bangui.



Les problèmes liés à l'absence ou à l'inadéquation des infrastructures dans les quartiers périphériques ne sont pas encore résolus, vu que les pouvoirs publics ne disposent de moyens financiers mais surtout de volonté politique réelle. Cela prouve qu'on peut parfois rester longtemps impuissants (pouvoirs publics) face à des phénomènes récurrents sans repenser une solution durable. Or l'enjeu de la précarité de ces quartiers s'observe en le dynamisme démographique et les besoins en termes d'infrastructures pour l'amélioration du cadre de vie urbain. Justement les conditions de vie des ménages ne sont pas satisfaisantes dans ces quartiers sans infrastructure : utilisation d'eau polluée de puits traditionnel ; les latrines sont des fosses creusées à ciel ouvert ; rejets non-contrôlés des déchets liquides et solides ; humidité des terrains marécageux ; promiscuité etc. L'usage combiné de l'eau de robinet et de l'eau de puits par exemple pour combler les besoins insinue une question de gestion de la qualité de l'eau et engendre des risques sanitaires dans ces quartiers (Nguimalet *et al.*, 2005). Ainsi, l'augmentation de la population urbaine par arrondissement entre 1988 et 2003 (Figure 2), de l'ordre de 171.081 habitants, ne pourrait que complexifier les cas sus-identifiés et l'hypothétique développement de la ville. Les 6^e, 4^e et 8^e arrondissements de Bangui ont connu les taux de croissance les plus élevés, variant de 68% à 87%, et les plus faibles (15% à 24%) caractérisent les 1^{er}, 3^e et 2^e arrondissements dans cette période ; seul, le 5^e présente un taux moyen (34%). Le premier groupe d'arrondissements (6^e, 4^e et 8^e) est déterminé par de forts dynamismes démographiques et se rapporte aux quartiers périphériques densément peuplés. Cette croissance dynamique s'alimente non seulement par l'occupation anarchique du sol mais aussi par l'espace disponible à conquérir dans ces arrondissements qui débouchent sur les périphéries urbaines au sud-ouest, au nord-nord-est et au nord-nord-ouest. Le second se distingue par de faibles dynamismes démographiques notables dans les quartiers urbanisés. Dans ce groupe, le niveau de vie (1^{er}), la saturation des espaces constructibles ou à conquérir (3^e) et l'obstacle constitué par l'Oubangui et son lit d'inondation (2^e) y expliquent relativement la faible croissance démographique. Cette opposition entre groupes de quartiers

lotis et quartiers non-lotis (Figure 8) met en relief les difficultés à démêler pour favoriser un développement harmonieux de la ville de Bangui, en repensant une nouvelle vision des quartiers populeux qui ont un déficit d'infrastructures urbaines.

7. Eléments de conquête différenciés du territoire, déficit de gouvernance urbaine, et rôle des acteurs dans les processus territoriaux

Mérite d'être relevé ici le fait que de tout temps l'urbanisation de la ville de Bangui s'est toujours couplée d'une occupation anarchique du sol (Figure 8). L'évolution des deux modes de conquête spatiale est contrôlée par une faiblesse relative de la planification du sol (mode rationnel), démonstrative d'une non-maîtrise de l'espace urbain par les pouvoirs publics, et aussi par une observation du régime foncier coutumier canalisant l'essor des quartiers populaires (mode irrationnel). Cela pose la complexité de la notion de territorialité à Bangui, du fait que de la commune au groupement⁵ ou au quartier, les limites de territoires sont floues. Si dans les quartiers lotis, des routes et rues facilitent la circulation, en revanche dans les quartiers populaires, des lacs de sentiers ou pistes permettent de circuler ou de faufler entre les maisons, dans les parcelles habitées. A propos, Piermay (1981) a remarqué : « Peu de limites sont clairement définies. Celles de la commune sont indiquées sur toutes les cartes – avec toutefois quelques variations de détails – mais mal matérialisées sur le terrain ; les retrouver nécessite un minimum de compétences et de moyens de mesure. Les limites internes de l'agglomération (groupements, quartiers) n'ont jamais été relevées sur cartes ; une exception paradoxale est celle des arrondissements, sans existence réelle, mais dont les limites suivent de grandes artères et sont facilement repérables ». Ce constat révèle clairement le déficit de la gouvernance urbaine qui s'observe au travers d'une administration inopérante avec des compétences et responsabilités parfois floues et conflictuelles entre certains services et les chefs de quartiers. En ces modes d'occupation du sol, se sont distinguées quelques principales catégories d'acteurs que sont les pouvoirs publics (administrations, cadastres, collectivités locales, chefs de village ou quartier), les sociétés d'habitat ou de logement (SICA, Hirondelle, Société Nationale d'Habitat) et les populations résidentes (citadins, cultivateurs, artisans...); une troisième s'est illustrée par les opérateurs économiques (commerçants, planteurs de café, pisciculteurs, riziculteurs, sociétés d'habitat diverses etc.) qui avaient des exploitations dans la zone urbaine et parfois dans l'agglomération de Bangui.

Les pouvoirs publics étaient inefficaces et brillaient dans le laxisme en terme de contrôle de l'extension territoriale et aussi d'influence positive sur les conditions de vie des ménages urbains. Leurs actions étaient ponctuelles dans le temps et incohérentes, donnant lieu à quelques quartiers résidentiels disséminés parmi les quartiers populaires (Figures 4 et 5). Les organes d'exécution des pouvoirs publics étaient des sociétés d'habitat ou de logement (SICA, SNH, Hirondelle...). Ces actions ciblées répondaient plus à l'idée du plan F. Joly qui voulait que soient regroupés plus proche du noyau urbain la population active, ayant occupé par la suite les quartiers lotis ou résidentiels. Ces acteurs interagissaient par différents processus territoriaux dans l'espace urbain. Ces processus ou éléments de conquête urbaine, rationnelle ou non, sont la déforestation, les défrichements divers, les cultures, les carrières d'extraction de latérite ou de pierres de construction, les diverses constructions (routes, édifices publics, aéroports, établissements d'enseignement publics et privés etc.), la colonisation sommaire des zones marécageuses et riveraines inondables... On y a distingué davantage des processus autorisant une occupation irrationnelle du sol (défrichements, déforestation, cultures...) que ceux insinuant une occupation spatiale ordonnée (construction des routes, édifices publics etc.). Ainsi, on remarque que l'usage dominant de ces espaces est réservé à l'habitat

⁵ C'est un ensemble de quartiers avec leurs chefs respectifs regroupés sous l'autorité d'un notable au sein d'une commune. Un *groupement* est synonyme de *canton*.

(spontané), vu qu'il n'y a actuellement une politique viable de logement ou une Société d'habitat. Pour mémoire, une Société Nationale d'Habitat existait et a participé à la création de quelques quartiers résidentiels. Ceci démontre que l'organisation du territoire urbain n'a guère de règles précises, d'où l'incohérence qui le caractérise, et atteste aussi de la prépondérance de l'emprise d'une catégorie d'acteurs sur l'espace urbain ou sur sa composition actuelle : les populations résidentes.

A propos des sociétés d'habitat qui ont été les organes d'exécution des pouvoirs publics, Dimanche-Gotoas (1994) a montré que la première société de construction d'habitation a été mise en place en 1947, réalisant une tranche de 48 maisons pour la location-vente. Le souci de l'administration était de favoriser d'abord les expatriés, puis les indigènes « évolués ». De 1952 à 1953, une trentaine de cases furent construites au Camp des Castors (Figure 4) grâce aux financements du Crédit de l'Afrique Equatoriale Française et de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. En 1954, fut créée une coopérative du village-pilote des Castors et avait la charge de construire les logements. De 1955 à 1956, elle a construit 98 cases et sera érigée à la fin des années 1956 en une « Société Immobilière en Afrique Equatoriale Française » (SIAEF). Celle-ci devient en 1958 la « Société Immobilière des Constructions Africaines » (SICA). Ses réalisations avaient donné lieu aux quartiers résidentiels SICA I, SICA II et SICA III (Figure 4). De 1964 à 1970, les pouvoirs publics par la direction de l'urbanisme et du cadastre ont construit des logements économiques. Les quartiers bénéficiaires ont été Benz-Vi, Fatima et Cité des Sinistrés (Figure 5). Quelques institutions et entreprises privées ont suivi cet exemple, notamment l'ASECNA et la Brasserie MOCAF, installée en 1953 à Bangui, ont construit des logements pour leurs employés. En 1966, La SICA est nationalisée et devient la « Société Nationale de l'Habitat » (SNH), laquelle avait poursuivi les travaux entrepris par SICA. C'est ainsi que la SNH a successivement réalisé les 36 villas, les 9 villas, la cité OCAM (devenue cité des 14 villas), les 92 logements et le programme de 500 logements, partiellement exécuté et connu sous le nom de 200 villas (Figure 5), des constructions préfabriquées appelées « Soweto » en référence à l'une des villes de l'Afrique du Sud, donateur. La SNH a été dissoute en 1983 mais elle a contribué, à travers ses différentes dénominations, à l'extension spatiale de la ville de Bangui dans le temps en construisant un habitat ordonné isolément parmi des quartiers populaires (Figures 4 et 5).

Au-delà du regard sur des sociétés de logement à Bangui, on constate que le lien ou l'interface de ces modes d'occupation spatiale, i.e. entre les secteurs lotis et les secteurs non-lotis, s'appréhende par le caractère inachevé des aménagements ou de la desserte des infrastructures urbaines dans l'espace. On retrouve en effet à la lisière des quartiers lotis les *quartiers périphériques* parce que, soit les moyens financiers mis à disposition par les pouvoirs publics ne suffisent à mener les travaux à terme, soit l'absence des plans de détails relatifs au schéma d'urbanisme de 1971 ne conduit à viabiliser ces quartiers. Ensuite, la discontinuité des tracés de rues en profondeur de certains quartiers : Malimaka, Miskine, Km 5, Cité des Sinistrés etc. (Figures 4 et 5), coïncide avec la présence des marais ou zones marécageuses dont l'assainissement aurait nécessité de gros moyens. Ces arguments essaient grossièrement d'expliquer la non-urbanisation de la majorité des quartiers de la ville de Bangui, qui pose à la fois un problème global et local de gestion et de l'essor urbains.

8. Discussion et conclusion : implications pour une gestion urbaine efficace

Ce travail analyse indirectement l'attitude des pouvoirs publics, propriétaires fonciers d'après le droit moderne, vis-à-vis du territoire urbain de Bangui. Pour Piermay (1981), la notion de territoire y est considérée inégalement, à niveau hiérarchique égal. Cela sème la confusion lorsque des attitudes modernes mêlent des comportements hérités du milieu rural, lesquels se lisent clairement dans les modes d'occupation du sol, attestant de l'inefficacité des pouvoirs

publics à gérer le territoire urbain. Selon cet auteur, « une faillite de l'administration locale est étroitement liée à une situation ancienne de non-urbanisme. Une situation foncière confuse en a découlé, et au niveau de la parcelle, la notion de territoire n'est pas moins floue qu'à ceux du quartier et de la commune. La liaison entre les deux phénomènes est évident, sans qu'il soit possible de déterminer l'antériorité de l'un des deux ». Ce regard suffit pour montrer les difficultés jadis de gestion du territoire urbain à Bangui, d'où nécessité d'entrevoir une possible restructuration de ces territoires non-urbanisés d'après les ressources disponibles, mais aussi en tenant compte d'un plan précis et souple de viabilisation.

Du fait que la croissance combinée démographique et spatiale suscite une augmentation des besoins des habitants, seule une reconsidération de ces quartiers périphériques conduira à dénouer durablement le caractère anarchique de l'occupation du sol, et offrir d'alternatives appropriées aux populations de ces quartiers jusqu'ici dépourvues d'infrastructures urbaines. On sait que le schéma d'urbanisme de 1971 est intemporel, imprécis dans ses plans de détails et n'a privilégié que la voirie (grandes artères), qui n'a malheureusement pas été construite telle que projetée. La suite est l'extension spatiale anarchique de la majorité des quartiers urbains. Malgré tout, Piermay (op. cit.) n'estime pas aisée une revalorisation de ces quartiers en ces termes : « des délimitations opérationnelles sont impossibles par manque de rues ; inversement, les services chargés de l'urbanisme manquent d'interlocuteurs locaux pour amorcer l'indispensable participation des habitants au remodelage de la ville ». Or justement, on pense que le diagnostic qu'a réalisé cet auteur est pertinent et peut servir de base à une alternative visant à délimiter ces quartiers, à mettre en face tous les acteurs pour une nouvelle gouvernance de la ville de Bangui. Ainsi, la solution qui semble la plus appropriée est de tenir compte de la composition de ces quartiers populaires dans leurs formes actuelles, en vue de mettre en relief leurs potentialités ou ressources pouvant conduire à leur revalorisation et leur intégration effective. Elle s'appuiera certainement sur une délimitation précise de ceux-ci (d'un quartier à un autre), en impliquant les collectivités locales, les notables et les chefs de quartier, à partir des cheminements piétonniers, des pistes ou ruelles carrossables, des cours d'eau, ou parfois des axes routiers qui les bordent. En raison des difficultés d'urbanisation, voire de la non-urbanisation de leur majorité, cette délimitation des quartiers par arrondissement apparaît comme une alternative crédible participant à une approche spatiale et efficace des problèmes sus-identifiés. Elle permettra concrètement de circonscrire et de cibler les quartiers ou les secteurs enclavés dans le but de les viabiliser, de les doter en infrastructures d'après des plans de détails appropriés permettant de leur fournir l'essentiel des services de base.

Cette perspective ouvrirait un nouveau cadre à la gestion urbaine de Bangui, tel un partenariat qui regrouperait les différents acteurs (pouvoirs publics, sociétés privées, société civile, associations et comités de développement des quartiers) autour d'une même table. Ce partenariat pourrait bénéficier d'une légitimité institutionnelle et démocratique, et faire germer des idées intéressantes et utiles à la recomposition de ces quartiers populaires, telles que mobiliser des financements et d'autres partenaires extérieurs à qui se joindraient les acteurs locaux. Le partenariat pourra disposer d'une équipe dirigeante ou coordonnatrice qui assurerait l'interface entre les acteurs (secteur public, sociétés privées et organisations de la société civile) et les bailleurs de fonds, en l'absence de société ou d'institution qui assurerait ce rôle en vue de résoudre l'absence d'infrastructures urbaines dans les quartiers périphériques. Quitte aux pouvoirs publics ou collectivités locales d'appuyer une telle démarche pour peu à peu doter ces quartiers d'équipements nécessaires et les revitaliser dans le souci d'améliorer le cadre de vie i.e. les conditions de vie des ménages, et donc le développement urbain de Bangui, la capitale. Ceci devrait prélude à une nouvelle gouvernance du territoire urbain qui appellerait à une continuité dans l'action.

9. Références bibliographiques

- Boulvert Y., 1989a, Bangui 1889-1989 : Atlas. *ORSTOM, IGN-France*, Paris, 20 planches.
- Boulvert Y., 1989b, Bangui 1889-1989. Points de vue et témoignages. *SEPIA, Saint-Maur (France)*, 311 p.
- Bureau Central du Recensement (BCR), 2005, La République centrafricaine en chiffres. Résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de décembre 2003. *République centrafricaine, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Direction Générale de la Statistique, des Etudes Economiques et Sociales*, Bangui, 23 p.
- Cosandey C., 2003, sous la direction de, Les eaux courantes. Géographie et environnement. - *Editions BELIN, Coll. Géographie*, Paris, 240 pp.
- Depret R., 1967, Bangui : urbanisme et habitat. *Rapport de mission. Coopération française/RCA, Dir. Urb. Cadast.*, 55 p.
- Dresch J., 1948, Villes congolaises : étude de géographie urbaine et sociale. *Rev. Géographie Humaine et d'Ethnologie*, **3**, juillet-septembre, p. 13.
- George P., 1996, Dictionnaire de la géographie. *PUF, 5^e édition*, Paris, 452 p.
- Dimanche-Gotoas L., 1994, L'urbanisation de Bangui : politiques de logement, de l'alimentation en eau, en électricité et de transport. *Mém. Maîtrise (1994), Fac. Lettres & Sci. Hum., Université de Bangui (RCA)*,
- IGN (Institut Géographique National), 1972, Carte topographique de la ville de Bangui à 1 : 10 000^e, Paris.
- Lardon S., Lelli L., Piveteau V., 2005, Editorial : le diagnostic des territoires. *Géocarrefour*, **80 (2)**, 2005, 71-74.
- Lardon S., Piveteau V., 2005, Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux. In : Le diagnostic des territoires, Lardon S., Lelli L., Piveteau V. (eds), *Géocarrefour*, **80 (2)**, 2005, 75-90.
- Lemotomo E., 1977, Bangui, étude urbaine. *Thèse Doctorat 3^e cycle, Géographie, Univ. Paris I-Sorbonne*, Paris, 327 p.
- Nguimalet C.-R., 2004, Le cycle et la gestion de l'eau à Bangui (République centrafricaine). Approche hydrogéomorphologique du site d'une Capitale africaine. *Thèse doctorat, Géographie, Urbanisme et Aménagement, Université Lumière Lyon 2 (France)*, Lyon, 447 p.
- Nguimalet C.-R., à paraître, Effects of forest clearings around Bangui: urban floods in densely populated districts of the Central African Republic. In : *Dynamic of forest ecosystems in Central Africa during the Holocene, Past – Present – Future*, J. Runge (eds), *Palaeoecology of Africa*, **28**.
- Nguimalet C.-R., Balikouzou-Hinna D. A., Rasoanantoandro Gothard-Bassebe M. C., Semballa S., 2005, Gestion de la qualité de l'eau, conflits et risques dans la ville de Bangui (République centrafricaine). In : La pénurie d'eau : donnée naturelle ou question sociale ?, A. Rivière-Honegger et J.-P. Bravard, eds, *Géocarrefour*, **80 (4)**, 2005, 325-334.
- Piermay J.-L., 1981, Pouvoirs et territoires dans l'administration locale de la ville de Bangui (République Centrafricaine). *Recherches Géographiques*, **18**, Strasbourg, 115-126.
- Redman C. L., Jones N. S., 2004, The environmental, social and health dimensions of urban expansion. *Produced for Population-Environment Research Network cyberseminar*, 29 nov.-15 déc. 2004, 12 p.
- Sánchez-Rodriguez R., Seto K. C., Simon D., Solecki W. D., Kraas F., Lauman G., 2005, Science Plan. Urbanization and global environmental change. *IHDP, Report*, **15**, Bonn, 64 p.
- Villien F., 1987, Bangui, citadinité et ruralité d'une ville d'Afrique centrale. *Thèse doctorat d'Etat, Université Bordeaux III*, 2 livres, 1063 p.

Figure 4. Bangui en 1946 et 1960

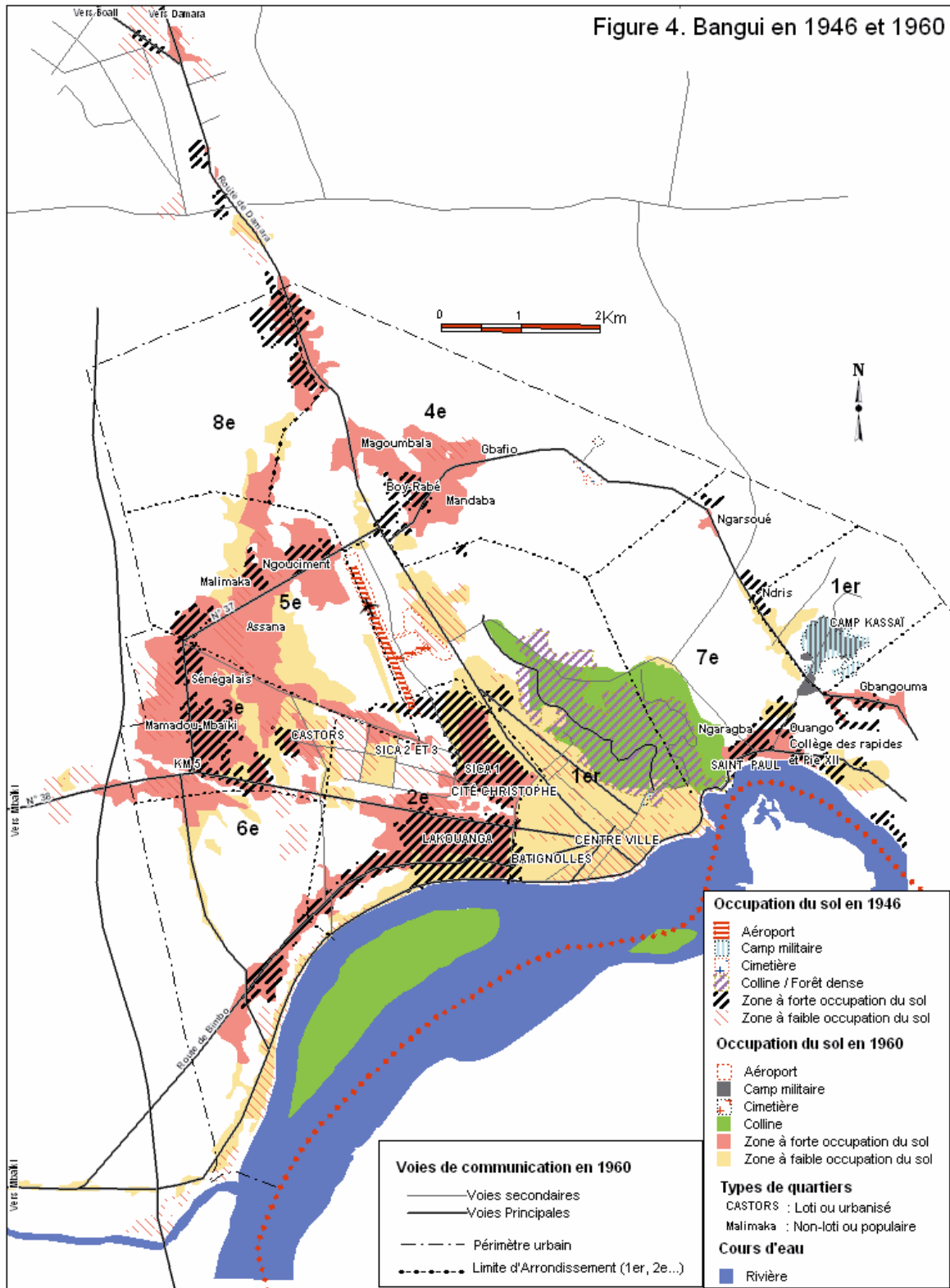


Figure 5. Bangui en 1982 et 1988

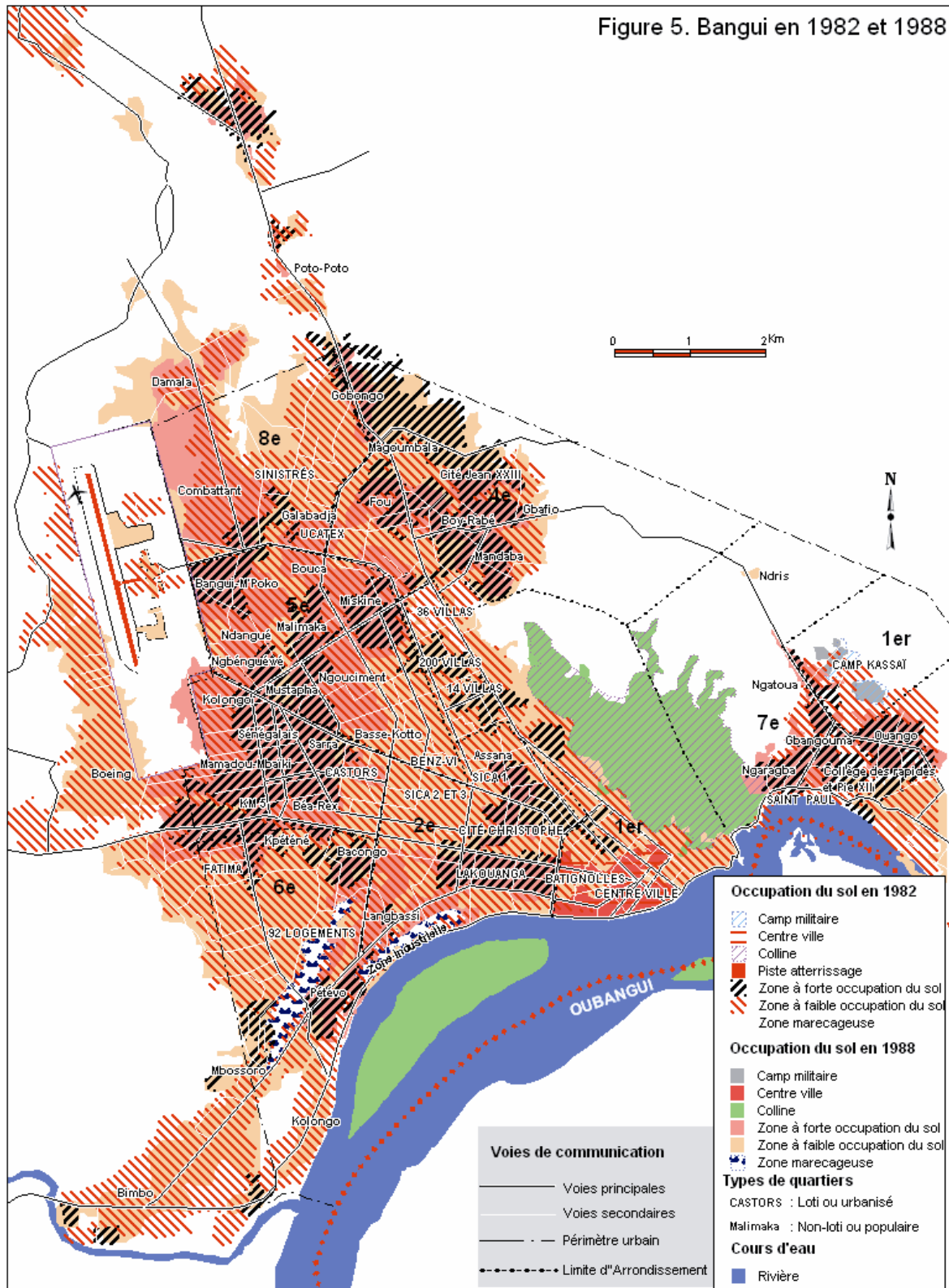


Figure 6. Bangui en 2002

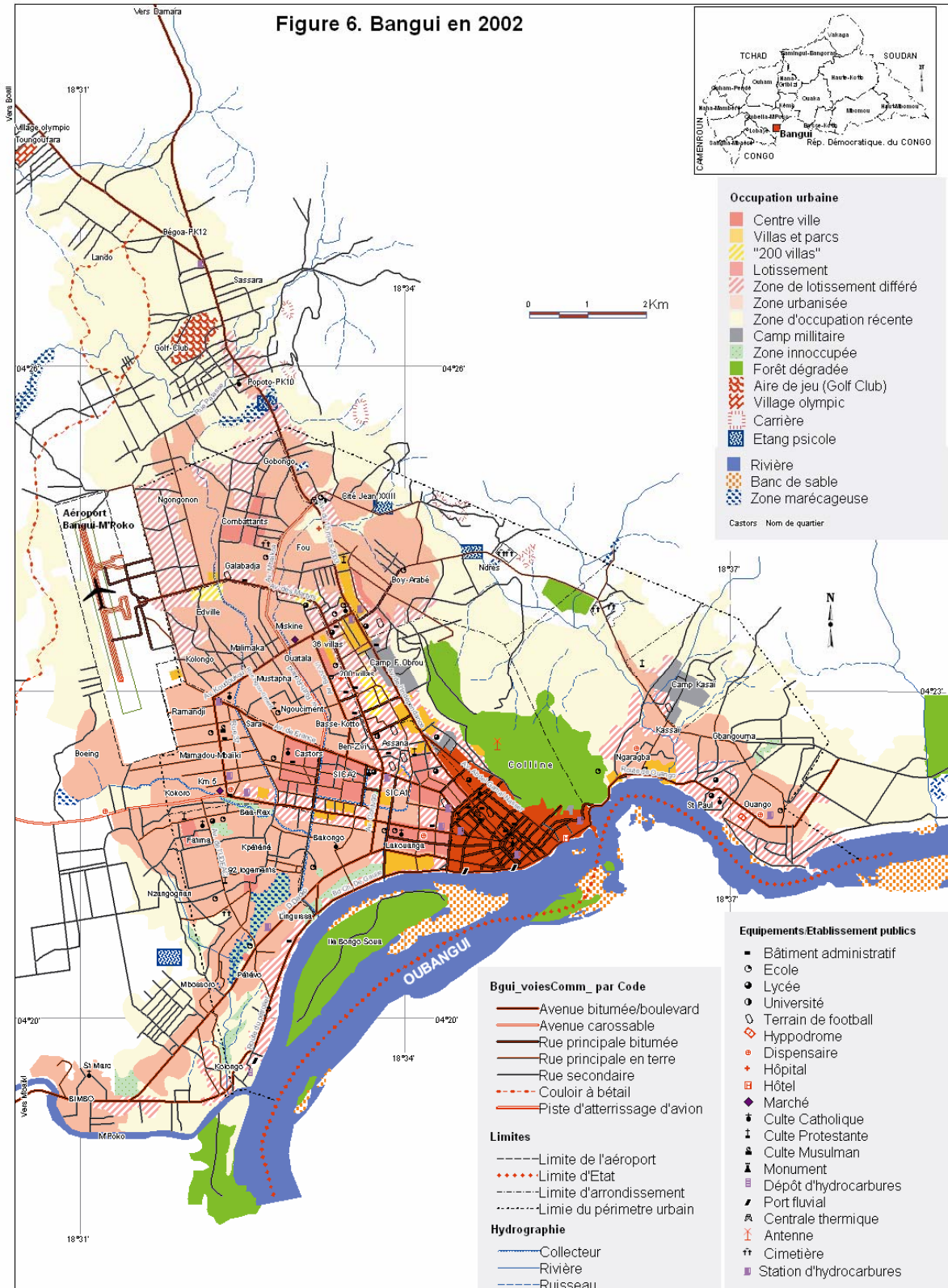


Figure 8. Extension des quartiers lotis et des quartiers populaires à Bangui
(d'après Nguimalet, 2004, modifiée)

